

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Samedis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

RÉDACTION et ADMINISTRATION
60, rue du XXXI Décembre - Genève
Téléphone 14.05

ABONNEMENT } Suisse 6 fr. — par an
Autres pays. 9 fr. —

Falsification de l'idée yougoslave

La question yougoslave s'est imposée à l'attention de l'Europe. Avant la guerre, le grand public mettait volontiers dans le même sac tous les Balkaniques, il confondait les Tchèques de Bohême avec les Tsiganes et ne voyait dans l'empire des Habsbourg que des Allemands, des Magyars et des Polonais. Le grand public sait aujourd'hui que l'Autriche-Hongrie est « une maison slave à façade allemande ». Bien mieux, la conflagration mondiale a mis en évidence les aspirations des Tchéco-Slovaques, des Yougoslaves, des Polonais, des Ruthènes, des Roumains et des Trentins. On sait que les Slovènes, les Croates et les Serbes ne forment qu'un seul et même peuple dont l'idéal est de s'unir aux Serbes de Serbie et du Monténégro, en un Etat indépendant.

Est-il besoin de rappeler que le futur Etat yougoslave, tel que l'a conçu le manifeste de Corfou, réalise toutes les conditions d'une entité viable. Malheureusement, cette union nationale de tous les Slaves du Sud qui, depuis des siècles, hantait l'imagination des intellectuels yougoslaves et qui finit par devenir l'idéal des grandes masses populaires, cette union se heurte à un seul obstacle : l'Etat habsbourgeois.

Possesseur de la majorité des Yougoslaves, François-Joseph crut jadis pouvoir réaliser une union à sa façon en faisant entrer aussi la principauté de Serbie dans le cadre de son empire. Pareille annexion en douceur heurterait l'indomptable esprit d'indépendance du peuple serbe qui préconisait l'union à la Serbie et non à la Monarchie. Parce que le nationalisme se réveillait dans ses territoires yougoslaves, le gouvernement habsbourgeois s'efforça d'étouffer l'idée de l'union en scindant la masse du peuple — 7 1/2 millions d'âmes — en onze administrations distinctes, avec quatorze législations diverses ; cette scission fut complétée et renforcée par une opposition artificielle des Croates catholiques aux Serbes orthodoxes et musulmans.

La victoire serbe dans la guerre économique contre la Monarchie et, surtout, les glorieuses campagnes balkaniques avaient suscité un tel enthousiasme chez les Slaves méridionaux que l'Autriche-Hongrie, tyrannique et médiévale, devait prendre ombrage de la Serbie devenue le Piémont, le centre d'attraction du yougoslavisme et l'incarnation de l'idée d'union nationale.

Plutôt que d'abandonner sa vieille politique, de « diviser pour régner », l'autocrate de Vienne eut recours au moyen violent, à la guerre qui, en étranglant la Serbie indépendante, devait anéantir l'idée dont elle était le vivant symbole. Jamais hommes ne manquèrent plus complètement de psychologie et ne marchèrent moins avec leur siècle que François-Joseph et ses conseillers. La Serbie fut envahie, foulée au pied, les peuples yougoslaves furent torturés, massacrés, mais l'idée demeurait victorieuse et vengeresse.

Par la déclaration du 30 mai 1917, les Yougoslaves affirmaient, au Parlement de Vienne, leur volonté unanime de s'unir librement en un Etat indépendant sous le sceptre des Habsbourg. Ce ne fut là qu'une formule transitoire, opportuniste et la formule véritable et définitive apparut dans des déclarations subséquentes où le Pacte de Corfou est envisagé comme la réalisation idéale de l'union projetée et où l'Etat yougoslave indépendant est placé hors du cadre de la Monarchie. Telle est, par exemple, le mémoire adressé le 31 janvier 1918, par le Club yougoslave du Reichsrat, aux négociateurs allemands, austro-hon-

grois, russes et ukrainiens à la Conférence de Brest-Litovsk.

D'Ossiek à Lioubliana (Laibach), de Mostar à Zagreb (Agram), de Tsélovetz (Klagenfurt) à Riéka (Fiume), on manifeste en faveur de l'unité yougoslave aux cris de « vive la Serbie », « vive le roi Pierre », « vive Trumbitch ! » L'Autriche-Hongrie se sent incapable d'endiguer le flot impétueux de l'idée nationale triomphante. Après quatre ans d'une guerre épuisante, elle est obligée de compter avec la question yougoslave. La nécessité est mère de la transaction et l'intraitable gouvernement dualiste, qui n'ose plus conjurer le péril « avec des potences et des prisons », offre actuellement de faire des concessions qu'il est prêt, selon une tradition chère aux Habsbourg, à retirer sitôt la menace écartée. Des pourparlers engagés entre Vienne et Budapest, une géniale conception voit le jour : Pour compenser le rattachement à l'Autriche de la future Pologne, la Hongrie, par la réunion de la Dalmatie à la Croatie-Slavonie, par la cession pure et simple de la terre d'Empire, la Bosnie-Herzégovine, deviendrait maîtresse de la majeure partie du territoire yougoslave, car ce projet d'union dans le sein accueillant de la Hongrie, n'exclut pas une annexion de la partie de la Serbie tombée aux mains de la Monarchie. Toutefois cette caricature de Grande Croatie est contraire au vœu de l'écrasante majorité des Croates qui place l'idée de l'union intégrale au-dessus d'un particularisme régional. Il va sans dire qu'on peut greffer sur le projet type un certain nombre de variantes plus ou moins heureuses. Mais tous ces plans n'ont qu'un seul but : tromper l'Europe et les Yougoslaves. Car les Yougoslaves connaissent trop bien leurs maîtres pour être dupes une fois de plus. Ils ne modifieront pas d'un iota leur formule : « union intégrale hors du cadre habsbourgeois ». Il leur est, par conséquent, impossible de s'arrêter à l'une des solutions proposées par Vienne ou Budapest, car l'union intégrale doit englober les terres slovènes, retenues par les Germains comme voie d'accès à l'Adriatique et qu'elle ne doit rien avoir de commun avec la Monarchie dualiste.

Quoique incomplète, la récente déclaration de Versailles est cependant un acquiescement de l'Entente aux légitimes aspirations du peuple yougo-slave aux trois noms et de ses chers frères Tchéco-Slovaques.

Comme l'écrivait récemment un journal croate : « Une seule idée ressort de tout cela, les temps nouveaux ne les ont pas changés ». Les Habsbourg n'ont rien appris et rien oublié. Leurs méthodes n'ont plus cours, leurs trucs sont éventés, les yeux du Slave sont dessillés, il sait quel est l'ennemi et lui résistera jusqu'à la paix générale qui, seule, décidera de son sort.

Dr Victor KUHNE.

Le Président Wilson et le Vidov Dan

A l'occasion de la fête nationale serbe le Vidov Dan, qui sera célébrée le 28 juin à New-York, le président Wilson a envoyé au secrétaire du Comité d'organisation le message suivant :

« Vous voudriez-vous avoir la bonté de transmettre mes félicitations à tous ceux, qui s'assembleront vendredi prochain pour fêter l'anniversaire de Kossovo et leur dire, que j'apprécie hautement ce glorieux anniversaire. La lutte du peuple serbe pour la liberté et le droit, et les tendances de tous les autres peuples slaves vers la reconnaissance de leur individualité ethnique et le droit de disposer d'eux-mêmes, ainsi que vers la réalisation de leur liberté politique, attirent plus que jamais l'attention du monde entier et doivent attirer la sympathie de tous ceux qui reconnaissent ce que devient chaque jour plus clair pour les hommes d'Etat de tous les pays, que la paix future du monde dépend de l'acceptation par les peuples d'un règlement, qui seul peut garantir leur bonheur et leur avenir. »

Discours du kaiser et le démenti de Tisza

Le 16 juin, le jour du trentième anniversaire du règne du Kaiser Guillaume, le monde politique a entendu un discours impérial dont la franchise dépasse de beaucoup toutes les révélations antérieures sur la guerre et ses origines. « Lorsque, a dit le Kaiser, en temps de paix, pendant que je préparais l'armée pour la guerre, les anciens compagnons de campagne de mon grand-père mouraient, plus d'un Allemand — et moi-même je n'ai pas été le dernier — a espéré que Dieu mettrait à nos côtés les hommes capables de faire face à la situation... Au moment où la guerre a éclaté, le peuple allemand ne s'est pas rendu exactement compte de ce que signifiera cette guerre. Je le savais exactement, car la participation de l'Angleterre signifiait la guerre mondiale qu'on le voulait ou non. Il s'agissait d'une lutte entre deux concepts du monde. Ou bien le concept germano-prussien-allemand sur le monde, le droit, la liberté, l'honneur et les bonnes mœurs prévaudra, ou bien le concept anglo-saxon. Ces deux concepts sont dressés l'un contre l'autre et il faut nécessairement que l'un des deux succombe. Or cela

ne se fait ni en comptant par jours, ni en comptant par semaines et non pas même en une année. »

Les paroles impériales sont trop claires pour avoir besoin d'aucun commentaire. Mais l'ancien ministre-président hongrois, le comte Tisza, mécontent de cette franchise, a fait des réserves. Le comte Tisza et ses consorts ne cessent pas en effet de prêcher que c'est la Serbie qui a provoqué la guerre, et, leur surprise a été immense de voir le Kaiser en personne souligner le véritable caractère de la lutte déclanchée dans le but d'imposer au monde la conception germanique des choses matérielles et spirituelles. Il fallait donc vite réagir à une telle imprudence. Le comte Tisza l'a fait au parlement hongrois, le 20 juin, au cours de la discussion sur le budget provisoire. Il a protesté contre l'affirmation du comte Carolyi que la Hongrie est entrée en guerre pour aider les plans germaniques. Il a protesté ainsi indirectement contre les aveux du Kaiser Guillaume. Mais y a-t-il un seul homme qui prêterait plus de foi aux paroles de Tisza qu'à celles de l'empereur d'Allemagne ?

L'HEURE DE LA POLOGNE

La lutte mondiale suit son cours, les offensives se succèdent, parfois même elles se transforment en défaites ; chaque jour apporte des changements dans la situation générale. A l'heure actuelle deux événements dominent la situation : le désastre autrichien sur la Piave et la chute du ministère Seidler, due au coup de grâce donné par les Polonais. Occupons-nous pour l'instant du second événement.

De tous les problèmes ayant surgi durant la guerre, le problème polonais a marqué le plus de progrès dans sa marche ascendante vers une solution définitive. Alternativement les deux partis belligérants ont été obligés de faire des concessions à la Pologne en reconnaissant son droit à l'existence politique. Pourtant la différence est énorme, non seulement quant à la forme et l'étendue de ces concessions, mais aussi quant à la valeur et la sincérité des promesses faites à la Pologne par les deux parties en cause. Les Alliés, amis traditionnels des Polonais, considéraient en effet la restauration de la Pologne comme un de leurs buts de guerre, mais dans leur action ils se trouvaient considérablement gênés par leur alliance avec la Russie et tant que cette alliance ne fut pas reniée par les léninistes, les Alliés se bornèrent à faire des assurances platoniques de sympathie à l'égard du peuple opprimé. Ce n'est qu'une année après la chute du tsarisme qu'ils se départirent de leur attitude réservée (1).

La déclaration de Versailles n'est plus comme celles du passé, vague et imprécise, reléguant la solution définitive dans un avenir éloigné, mais bien une déclaration franche et précise offrant les assises suffisantes pour servir de bases à la politique future de la Pologne. Envers une attitude si bien déterminée, les Polonais doivent prendre position, car à l'avenir rien ne saurait plus justifier une attitude équivoque de leur part. Les Polonais connaissent mieux que personne la conduite des puissances centrales durant la guerre vis-à-vis de leur cause. Après deux ans de guerre, celles-ci lancèrent le manifeste du 5 novembre 1916. Cet acte avait une portée immense pour la question polonaise, qui par ce fait se trouvait placée sur un terrain international. Aussi les Impériaux s'empressèrent-ils d'en atténuer la portée en signant une année après l'acte du 12 septembre 1917. Celui-ci donna à la Pologne un gouvernement, mais un gouvernement sans pouvoir, ou du moins dont le pouvoir était à la merci des occupants.

Il est à remarquer aussi que toutes ces concessions coïncidaient toujours avec une passe difficile traversée par les Impériaux. Les difficultés auxquelles se heurta le gou-

vernement polonais ayant à lutter contre la mauvaise foi et l'hostilité des gouvernements allemands créèrent dans le pays un malaise général.

Le dernier voyage du baron Burian en Allemagne avait pour but de faire accepter par l'Allemagne la combinaison appelée la solution austro-polonaise du problème, solution qui aurait uni la plus grande partie de la Pologne sous le sceptre des Habsbourg. Le résultat de ce voyage fut nul. En attendant, l'Autriche préparait, en connexion du traité conclu à Brest avec l'Ukraine, un partage de la Galicie pour favoriser l'élément ukrainien au détriment des Polonais. Au traité secret concernant ce partage, les Polonais répondirent par la résolution de Cracovie déclarant que la démission du gouvernement de M. Seidler est dans l'intérêt de l'Etat.

Il s'en suivit la chute du ministère Seidler. Mais l'Autriche, elle, ne se tient pas pour battue. Surprise par les Polonais en flagrant délit de trahison, elle essaye à présent de marchander, afin d'obtenir le concours des députés polonais. Pour cela, elle promet de ne pas résoudre la question du partage de la Galicie sans le concours du Parlement. Elle espère ainsi déterminer les députés polonais à trahir la cause commune des nationalités opprimées de la Monarchie, en prêtant leur concours au gouvernement qui va venir. Vienne attend donc de nouveau son salut de la Pologne. On ignore pas quelle récompense serait réservée aux Polonais. Il s'agit de savoir si les Polonais se laisseront prendre et s'ils consentiront à compromettre l'avenir de leur pays pour un succès relatif et provisoire. Ce serait aussi commettre un crime contre la solidarité slave.

Le problème polonais ne peut être résolu que dans son ensemble. Il ne le sera qu'après le triomphe du principe de nationalité. Ce problème fait corps avec celui de la Société des Nations qui doit garantir aux peuples d'Europe les libertés démocratiques. La cause de la Pologne ne doit donc être séparée de celle des autres peuples opprimés. Il faut tenir compte de ces faits pour retrouver la ligne directrice de la politique à suivre et comprendre l'écrasante responsabilité historique qui incombe à la génération actuelle et surtout à ceux qui sont en ce moment à la tête de la politique polonaise. Ceux-ci doivent se pénétrer de cette idée que nul calcul politique, ni aucune manœuvre, si adroite qu'elle puisse être, ne peut tenir devant le fait que le moment opportun, une fois passé, l'occasion ne se présentera plus. Et les générations futures qui en subiront les conséquences voueront un mépris éternel à ceux qui, en manquant de prévoyance, trahiraient la cause de la Patrie.

M. D. M.

¹ Les Bulgares, quoique ayant adopté le dialecte slave des peuples assujettis par eux, ne font pas partie de la famille slave, ils sont de race touranienne. C'est à tort que certains auteurs les taxent de yougoslaves.

¹ Voir la déclaration de Versailles dont notre journal a déjà parlé dans son dernier numéro.

L'agonie et la naissance d'un monde

M. Jean Finot, le distingué directeur de « La Revue », a été très bien inspiré en consacrant à l'agonie de ce monde pseudo-civilisé, des pages aussi lumineuses que franchement écrites. L'humanité souffrait en effet d'un mal très grave et, avant que les peuples menacés aient pu s'apercevoir du danger, la bête enragée s'était jetée sur le troupeau pour le massacrer d'abord et le ramener ensuite sous la loi des griffes. La force brutale ayant manqué le coup, la lutte a changé d'aspect. Il s'agit, à l'heure actuelle, de savoir si le monde ensanglanté restera aussi à l'avenir exposé au retour de catastrophes semblables ou bien si l'on réussira à éliminer complètement le mal et à préserver l'humanité de crises peut-être encore plus désastreuses. L'agonie du monde actuel donnera-t-elle ou non naissance à un monde nouveau? Oui, répond M. Finot, parce que c'est dans la logique des faits. Oui, répondrons-nous avec lui, parce que autrement ce serait la fin du monde, la fin de tout. Et l'humanité n'en est pas là, heureusement.

Le livre de M. Finot, malgré la diversité des matières, poursuit, du commencement jusqu'à la fin, cette thèse. Dans les premiers chapitres, qui traitent plus particulièrement de la psychologie allemande sur la base de la religion dans ses manifestations différentes, l'auteur arrive à des conclusions effrayantes. Le mal y apparaît dans toute sa nudité et l'on comprend sans peine l'évocation continuelle de Dieu par le Kaiser, lorsqu'on lit tout ce que les pasteurs, les théologiens et même les catholiques allemands ont professé avant et pendant la guerre. Ce n'est pas du christianisme, mais un culte particulier dont les racines remontent aux vieilles idoles germaniques. Le mensonge, la négation de la morale et de la religion chrétienne en sont les produits visibles dont l'Allemagne s'est largement servie pendant la guerre. En présence d'un tel état de choses, qu'y a-t-il d'étonnant à voir M. Finot proposer que « l'expiation » allemande soit de longue durée. Le vieux Dieu allemand en aura grandement besoin. « Il surna-gera, à la suite d'une paix bâtarde, car celle-ci maintiendrait vivace la sauvagerie de son culte. Il s'élèvera, par contre, à son expression suprême de Dieu de Justice et de Bonté, lorsqu'il aura traversé l'épreuve d'une expiation lente et intégrale. Le salut de la conscience allemande et son retour à la véritable Foi divine dépendront logiquement d'une défaite suivie des sanctions rigoureuses et pleines... »

Dans un de ses livres antérieurs, M. Finot parlait des « civilisés » contre « Allemands ». Cette formule devrait être généralement adoptée, parce qu'elle contient une vérité que les Allemands eux-mêmes sont obligés de reconnaître. Ne voit-on pas en Suisse, de nombreux Allemands qui, dans les trains, au théâtre, dans les rues et en général dans tous les lieux publics, préfèrent parler un français grotesque ou un anglais improvisé que leur langue maternelle? C'est très significatif. De même, la proposition de M. Finot sur la solidarité effective des civilisés après la guerre mérite la plus grande attention. Pour reconstruire l'humanité sur des bases nouvelles, il faut avant tout rompre avec la prétendue civilisation allemande, avec l'influence de ses savants, de ses philosophes, de ses écrivains. Mais cette rupture devrait être collective, organisée. Elle sera d'autant plus facile que dans la plupart des cas, il ne s'agit que d'une pseudo-

science qu'une propagande habile a su répandre partout. Les civilisés n'ont qu'à être plus critiques après la guerre. Les Serbes le seront, en tous cas, nous pourrions le garantir.

Dans la seconde partie du livre, M. Finot a abordé, avec un courage remarquable, la question épineuse des fautes alliées. Le nouveau monde a besoin d'une nouvelle diplomatie, celle d'hier et d'aujourd'hui n'ayant pas été à la hauteur de sa tâche. La censure a blanchi l'exposé de M. Finot, mais pas assez pour empêcher les lecteurs de deviner au moins le sens des passages censurés. Une large part des reproches adressés à la diplomatie se rapporte aux erreurs alliées dans la question balkanique. La catastrophe serbe, due à l'imprévoyance et à la crédulité des diplomates, forme un sujet à part que M. Finot a traité en détail et avec une maîtrise des faits remarquable. Nous ne voulons pas revenir sur cette page si triste de notre histoire, mais nous ne pouvons nous empêcher de constater que les livres tels que celui de M. Finot démontrent à l'évidence la transformation radicale qui s'est opérée dans l'opinion des hommes politiques et publicistes français au sujet des questions balkaniques. Nous y puisons aussi l'espoir que les derniers bulgares, qui ne manquent pas en France, seront convertis et que leur point de vue en ce qui concerne les complices, ne sera pas différent de celui appliqué aux coupables principaux. M. Finot a développé ce point de vue dans les derniers chapitres consacrés à la paix de cent ans. Son opinion là-dessus est très simple et elle se laisse exprimer par la formule suivante adoptée déjà une fois dans un document officiel allié: « sanctions, réparations, garanties ». Tenant probablement compte de l'esprit matérialiste allemand, M. Finot insiste surtout sur les indemnités qui doivent grever l'Allemagne pour une longue période et l'empêcher ainsi de faire des dépenses pour les armements menaçants. Sans vouloir contester l'utilité de ces moyens, nous tenons à observer que la liberté de tous les peuples et leur émancipation complète de la Germanie n'en représentent pas moins les moyens les plus efficaces pour abattre le militarisme prussien. La solution du problème austro-hongrois dans le sens de la libération des peuples est sûrement la première condition de l'affaiblissement germanique.

M. Finot a parlé aussi des petites nations et de leur contribution au fonds commun allié. L'hommage qu'il adresse à la Serbie et à l'héroïque peuple serbe est très touchant. Il tira au cœur de tous les Serbes.

L. M.

Jean FINOT: *L'agonie et la naissance d'un monde*. — Paris, Ernest Flammarion.

Les Croates contre les procédés bulgares

Le journal de la coalition serbo-croate (gouvernemental) Hrvatska Riječ du 17 mai, publie un document nouveau sur le régime bulgare en Serbie occupée. Cette pièce constitue en même temps une belle manifestation de solidarité yougoslave. Voici ce qu'on lit dans ce journal :

« Le député Dragutin Hrovj, dans la séance de la Diète croate du 18 mars a déposé l'interpellation suivante :

1° Le gouvernement du royaume de Croatie a-t-il connaissance que l'Etat allié, le royaume de Bulgarie, malmené et traité d'une façon inhumaine la population des régions occupées de la Serbie, ce qui est absolument contraire aux règles du Droit international ?

2° Le gouvernement se rend-il compte que cette action déloyale envers les populations de notre sang et de notre race, aura, dans l'intérieur du pays et dans le cadre de notre patrie une répercussion fâcheuse sur l'opinion et les sentiments de la population croate qui est animée de sentiments d'humanité et de compassion à l'égard de ses frères malheureux de l'est ?

3° Le gouvernement, en tant que gouvernement, est-il disposé à entreprendre une démarche nécessaire auprès des autorités compétentes de la Monarchie, pour que celle-ci, par la voie diplomatique, intervienne auprès du gouvernement bulgare et l'amène à mettre fin aux mauvais traitements dans les régions occupées du royaume de Serbie. »

Le député Hrovj a ainsi motivé son interpellation :

Certaines régions sont tombées sous la domination bulgare. Les nouvelles qui par l'intermédiaire des soldats autrichiens et allemands nous parviennent de ces régions et qui se rapportent à l'administration bulgare, sont telles qu'elles suscitent le mécontentement et l'irritation. Le droit international exige que l'on traite dans les régions occupées les habitants d'une façon humaine et avec équité, et que l'on épargne leurs biens. Pourtant que se passe-t-il dans la Serbie occupée par la Bulgarie? Beaucoup de villages sont détruits; les habitants sont dispersés, et parmi eux un grand nombre sont transportés en Asie Mineure pour servir les Turcs. Dans le village de Ranovo, sur 500 maisons qu'il comportait jadis il n'en reste plus maintenant que 2. A Pétrovatz, les gendarmes ont pris l'habitude d'organiser des orgies sanguinaires; chaque jour on fait sortir des prisonniers pour les assassiner, on les crible de coups afin que cela serve d'exemple aux autres. La dernière innovation a été la création de commissions qui ont pour tâche d'aller se renseigner, dans les maisons mêmes des habitants, sur la nationalité de ces derniers. Celui qui se déclare Bulgare est envoyé sur le front et il doit tirer sur son frère et sur son père. S'il se dit Serbe, il ne reste pas longtemps vivant. En Vieille Serbie, l'ordre a été donné de ramasser tous les livres et de les brûler. C'est ainsi que de nombreuses et importantes bibliothèques ont été anéanties. On a perdu les prêtres.

Quant aux écoles, les Bulgares se les ont appropriées, et les instituteurs, à l'exception de ceux qui ont pu prendre la fuite, ont été emmenés en esclavage. A présent, les enfants sont forcés d'apprendre le bulgare. Les immeubles qui appartiennent aux églises sont confisqués. Les meubles sont enlevés. Dans le Pomoravlje, on force les Serbes à abandonner leur nom patronymique, de sorte qu'il n'est pas rare de voir les deux frères habitant les deux rives de la Morava (l'une sous la domination autrichienne et l'autre sous la domination bulgare) porter des noms différents. La responsabilité de ces crimes revient avant tout aux intellectuels bulgares, élevés dans un esprit anti-slave et sous l'influence d'un étranger tel que Coburg. On n'a pas encore entendu dire qu'un intellectuel bulgare ait protesté contre de tels crimes. »

Le ministère Malinoff en Bulgarie

Le changement de ministère en Bulgarie a ravivé les vieilles illusions bulgaromanes si chèrement payées par le sang du peuple serbe. Il y a en effet des gens qui veulent croire à une crise du régime et à la possibilité d'un revirement politique en Bulgarie. M. Malinoff qui a reçu la mission de former le nouveau cabinet, est cependant un ami éprouvé des puissances germaniques. Il suffit de rappeler que ce fut le ministère Malinoff qui empêcha, en 1907, la réalisation de l'union douanière entre la Serbie et la Bulgarie, en divulguant prématurément l'accord préalable conclu par les deux gouvernements et qui aurait dû rester secret. Par cet acte, M. Malinoff avait fourni à l'Autriche-Hongrie le prétexte d'entrer en guerre douanière avec la Serbie, en vue d'étouffer et de ruiner économiquement le petit royaume. On connaît l'échec complet de cette entreprise politico-économique. Trois ans plus tard, en 1908, c'est de nouveau Malinoff qui prête ses services à la Monarchie et lui facilite l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. De telles attaches justifient pleinement la confiance avec laquelle la presse germano-magyare a accueilli son ministère. Lorsqu'on y ajoute le fait que le ministre de la guerre dans le cabinet Malinoff est le général Savoff, celui qui, sur l'ordre du roi Ferdinand, attaqua, en 1913, les Serbes et les Grecs, on peut se faire une idée du caractère véritable du nouveau cabinet.

Il ne faut pas oublier non plus que M. Malinoff, tout en étant le chef d'un parti dit démocratique, n'est en somme qu'un homme de confiance du roi Ferdinand. En 1903, sauf erreur, le parti démocratique n'avait que deux représentants au Parlement lorsqu'il fut appelé au pouvoir. Les nouvelles élections donnèrent cependant aux démocrates quatre cinquièmes du nombre total des députés. Aux élections suivantes, lorsque Malinoff se trouva de nouveau en opposition, ce chiffre imposant s'écroula à cinq ou six députés! Le parti démocratique est dans la même situation aujourd'hui. C'est le parti d'opposition le plus faible, mais cela n'a pas empêché la couronne de lui confier le pouvoir. En réalité, le pouvoir est donné à Malinoff et Malinoff est un homme sur lequel Berlin et Vienne peuvent sûrement compter, parce que c'est le roi Ferdinand qui se porte garant de lui.

Il n'en est pas moins vrai qu'un certain malaise règne en Bulgarie. Le dégrèvement se fait sentir et devant l'incertitude toujours grandissante d'une victoire germanique, bien des Bulgares commencent à se gratter la tête. Le déboire est d'autant plus lourd qu'il laisse entrevoir la punition prochaine des coupables. Les sanctions inévitables que la Bulgarie aura à subir expliquent donc suffisamment la nervosité bulgare. Dans les jours à venir, Sofia sera sans doute le meilleur baromètre du moral de notre ennemi. Les Turcs qui sont des fatalistes ne réagiront pas aussi promptement au déclin de la puissance germanique. Les Bulgares cependant feront comme des rats qui se sauvent les premiers lorsque le navire commence à couler. Le ministère Malinoff n'a pas cette mission: c'est un cabinet de transition. Ceux qui viendront après lui pourront être chargés de frapper à la porte des Alliés. La justice promise se fera donc d'abord sur les Bulgares. La morale exige qu'elle soit faite tout entière.

LA VICTOIRE ITALIENNE

Le cours des opérations sur le front italien est des plus favorables et des plus réjouissants. La vaillante résistance des héroïques troupes italiennes s'est transformée en une impétueuse poursuite de l'ennemi en fuite; l'échec autrichien d'hier est aujourd'hui une véritable déroute: sous la forte pression des armées italiennes, les Austro-Magyars se sont retirés au-delà du Piave en subissant de lourdes pertes en hommes et en matériel de guerre.

Ce fait d'armes italien aura certainement une sensible influence sur la situation générale militaire des Alliés. Nous partageons sincèrement la joie dont est rempli en ce moment le peuple italien tout entier et nous exprimons notre grande admiration pour l'armée italienne.

FEUILLETON

LES YUGOSLAVES

Conférence faite à la Société de Géographie de Toulouse

La conscience des Yougo-Slaves (ou Slaves du Sud) s'est formée au XIX^{me} siècle, avec le sentiment de leur race. Les Slaves de la Monarchie autrichienne se divisent en Slaves du Nord (Tchèques, Slovaques, Ruthènes) et Slaves du Sud (Slovènes, Croates et Serbes). Ces derniers, bien que présentant des différences au point de vue anthropologique et religieux (Croates catholiques, Serbes orthodoxes), ont entre eux des rapports étroits et une véritable unité linguistique et morale. L'habitat des Yougo-Slaves, c'est le pays du Carso; les Alpes de Styrie pour les Slovènes; les plateaux de la Dalmatie et les îles dalmates pour les Croates et les Serbes; la Mésopotamie entre Drave et Save pour les Croates; les montagnes de la Bosnie, de l'Herzégovine, de la Serbie et du Monténégro pour les Serbes, qui forment en outre, des groupes assez importants dans le banat de Temeswar et la région de Maria Theresopol.

L'histoire des Yougo-Slaves peut être déjà un indice de leur destinée. Il y a eu, dans le haut moyen-âge, deux Etats slovènes et croates, l'un s'opposant aux Allemands de la montagne, l'autre s'opposant aux Hongrois de la plaine; tous deux ont été absorbés par leurs ennemis; un troisième Etat se forma au XIV^{me} siècle, encore plus brillant, l'Etat serbe si puissant sous Stéphane Douchan, dont le destin fut de lutter contre les Turcs et qui succomba devant eux à Kossovo (1389). Dès lors les Yougo-Slaves ont été subjugués soit par les Habsbourg, soit par Venise, soit par les Osmanlis. Quelques-uns se sont convertis à l'Islam (Bosniaques); la plupart sont devenus, sous les Habsbourg, l'avant-garde de la chrétienté contre les Infidèles — et les Serbes soumis aux Turcs n'ont pas cessé de se soulever contre eux. C'est là l'ajournement

principale de leur littérature nationale, qui consiste en chants de guerre, chantés par les joueurs de guzla; les cycles de poésies serbes les plus célèbres sont le cycle de Kossovo et le cycle de Marko Kraljevitich. Cette épopée est le patrimoine commun des Serbes, Croates et Slovènes; et l'inspiration héroïque n'est pas épuisée chez eux; les événements grandioses du XIX^{me} siècle l'ont à nouveau réveillée.

L'émancipation des Yougo-Slaves a commencé par la révolte des Serbes contre la Turquie (Karageorge et Miloch Obrenovitch). La Russie d'abord, la France ensuite (sous Napoléon III) ont aidé à la naissance et au développement de cet état nouveau, dont l'existence devait servir aux autres Slaves du Sud d'exemple et d'encouragement. De fait, l'émancipation du Monténégro, puis la révolte de la Bosnie-Herzégovine (1875) n'ont été qu'une conséquence de la formation de la Serbie. Les Slaves du Sud prennent dès lors conscience de leur fraternité et de l'unité de leur race. Cette unité s'est réalisée d'abord dans les esprits slovènes: la renaissance intellectuelle slovène a eu pour centre Thouchhana ou Tavrisach, la renaissance intellectuelle croate Zagreb ou Agram; c'est un Serbe, Vouk Karadjitch, qui a donné aux Yougo-Slaves leur titre essentiel, une langue commune, signe de leur nationalité.

Cette nationalité ne peut se constituer qu'en opposition avec l'Autriche: les Habsbourg ont donné une satisfaction dérisoire aux Croates, qui furent si longtemps leur soutien par la Constitution de 1868 (la Diète ou Sabor de Zagreb); mais partout ailleurs, habiles à jouer des oppositions des diverses races de l'Empire, ils ont refusé aux Slaves le droit à une existence nationale; en 1878, ils ont occupé la Bosnie et l'Herzégovine qui aspiraient à s'unir à la Serbie et au Monténégro. Aussi les Yougo-Slaves se sont-ils groupés, rapprochés contre l'Autriche, contre la Hongrie et en faveur de la création d'un organisme politique sud-slave autonome. Le mouvement a pris des proportions inquiétantes pour l'Autriche au moment de la régénération de la Serbie (1903) sous Pierre Karageorgevitch. Alors les Habsbourg ont voulu réprimer le mouvement national; les procès d'Agram, le procès Friedjung, l'annexion de la Bosnie-Herzégovine sont autant d'actes de violence

contre la conscience Yougo-Slave. Désormais la Serbie est devenue comme le centre d'attraction des Slaves du Sud, son « Piémont ».

Les victoires serbes de 1912, en augmentant le prestige et la puissance de la Serbie ont posé pour l'Autriche-Hongrie un problème vital: c'est l'origine directe de l'attitude prise par elle dès 1913 et de la guerre de 1914, dont l'attentat de Serajevo ne fut que le prétexte.

La guerre actuelle est vraiment la guerre des Magyars et des Allemands contre les Slaves du Sud. Depuis 1914, ceux-ci sont traités par le gouvernement austro-hongrois avec la plus implacable cruauté (les procès scolaires, qui ont suivi l'attentat de Serajevo, le procès de Banyaluka 1915). L'occupation de la Serbie et du Monténégro, ainsi que de l'Albanie du nord par les troupes germano-hongroises, semble avoir sonné le glas de toutes les aspirations sud-slaves. Mais les organisations slaves à l'étranger continuent inlassablement la lutte; le problème subsiste tout entier, la victoire des Alliés le posera à nouveau; il n'est pas au pouvoir du gouvernement de Vienne de le supprimer.

Il consiste dans la création d'un Etat yougo-slave. L'étendue de cet Etat, ses limites même ont donné lieu à bien des controverses. Les Italiens en redoutaient la formation, presque autant que l'Autriche, parce qu'elle pose la question de l'Adriatique, dont ils revendiquent les deux rivages jusqu'à Brindisi et Vallona.

Cependant, un accord n'est pas impossible entre les aspirations slaves; il est en voie de réalisation. Il permettra aux Alliés d'appuyer pleinement et sans arrière-pensées les revendications de la grande Yougo-Slavie, conçue comme une unité sous la direction de la Serbie et en dehors de l'Empire des Habsbourg.

Auguste PUIS, docteur en droit,
Membre de l'Académie de Législation.